

Le capitalisme se moque de la richesse, il veut de la valeur¹

Jean-Marie Harribey

Le Monde diplomatique, décembre 2013

« *Le travail n'est donc pas l'unique source des valeurs d'usage qu'il produit, de la richesse matérielle. Il en est le père, et la terre la mère, comme dit William Petty.* »

K. Marx, *Le Capital*, Livre I, 1867, *Œuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, tome I, 1965, p. 571.

Le saviez-vous ? Les services rendus par les chauves-souris aux États-Unis valent 22,9 milliards de dollars par an. Comment arrive-t-on à cette somme rondelette ? En constatant que ces petites bêtes économisent autant d'insecticides car elles détruisent les nuisibles. Les services rendus par les insectes pollinisateurs s'élèvent à 190 milliards par an, dont 153 pour les seules abeilles. Plus près de nous, la valeur de la photosynthèse réalisée par la forêt française est estimée quant à elle au prix du marché de la tonne de carbone². D'où vient cette pratique cherchant à donner une valeur économique à la nature à partir de l'utilisation par l'homme de ses bienfaits ? La dégradation de l'environnement naturel et l'épuisement des ressources ont atteint un point tel que les économistes libéraux, pris de panique devant l'ampleur du désastre et saisis d'un zèle nouveau, entendent introduire dans leurs modèles néoclassiques la nouvelle donne environnementale qu'ils avaient jusqu'à une date récente complètement négligée puisque la nature était déclarée inépuisable.

Or la crise du capitalisme mondialisé est passée par là. Loin d'être une affaire de conjoncture, elle a ses racines dans des contradictions sociales et écologiques poussées jusqu'à un point extrême dans la phase néolibérale. D'une part, la dévalorisation de la force de travail au regard de sa productivité provoque une situation de surproduction dans la plupart des secteurs industriels. Pourtant, les classes possédantes s'enrichissent outrageusement, via les allègements fiscaux dont elles bénéficient et leurs revenus financiers exorbitants. Il en résulte chômage endémique, précarité, amenuisement de la protection sociale et inégalités croissantes. D'autre part, l'accumulation infinie du capital bute sur les limites de la planète : elle menace les équilibres des écosystèmes, épuise nombre de ressources naturelles, appauvrit la biodiversité, génère des pollutions multiples et dérègle le climat. De ces deux séries de contradictions naissent la difficulté et, à terme, l'impossibilité de faire produire par la force de travail toujours davantage de *valeur économique* et de la monnayer sur le marché. Autrement dit, le capitalisme ne peut aller au-delà d'un certain seuil d'exploitation de la force de travail sans ruiner ses possibilités d'expansion, et il ne peut aller non plus au-delà d'un certain seuil d'exploitation de la nature sans détériorer ou détruire la base matérielle de l'accumulation. Avec la crise financière ouverte en 2007 s'évanouit l'illusion que la finance pouvait se dégager de la contrainte sociale et de la contrainte matérielle évoquées à l'instant et devenir une source endogène et autosuffisante de valeur. Ces deux contraintes sont indépassables.³

¹ *Le Monde diplomatique* a titré à contresens et en dépit du bon sens, à mon insu : « Créer de la richesse, pas de la valeur », <http://www.monde-diplomatique.fr/2013/12/HARRIBEY/49937>.

² Voir A. Berger, J.-L. Peyron, « Les multiples valeurs de la forêt française », IFEN, *Les données de l'environnement*, n° 105, août 2005.

³ Telle est la thèse que nous développons dans J.-M. Harribey, *La richesse, la valeur et l'inestimable, Fondements d'une critique socio-écologique de l'économie capitaliste*, LLL, 2013.

Dans ce contexte de mondialisation et de crise du capital, deux transformations importantes ont contribué à rouvrir les discussions théoriques sur la richesse et la valeur. L'une porte sur la généralisation à l'échelle planétaire d'un mode de développement productiviste dévastateur. L'autre concerne la place grandissante des connaissances dans le processus productif. Dans le premier cas, quel type de richesse est mis à mal ? Dans le second, la source de la valeur est-elle modifiée ?

La nature n'est pas réductible à du capital

L'instrumentalisation de la nature est aujourd'hui telle que, jusqu'au sein du courant dominant néoclassique, les économistes se sont mis à l'heure de la défense de l'environnement, considéré comme un « capital naturel ». La « valorisation du vivant », la « valeur économique intrinsèque de la nature » et la « valeur des services rendus par la nature » sont désormais des sujets d'étude primordiaux de la Banque mondiale, du PNUE, de l'OCDE, de l'Union européenne, etc. Tous croient possible d'additionner des éléments dont la mesure résulte de la prise en compte des coûts de la production réalisée par l'homme et des éléments qui ne sont pas produits et qui, en outre, relèvent du qualitatif ou de valeurs éthiques *non évaluables*. Malgré cela, si tout est économiquement évalué, tout peut être considéré comme du capital. Les économistes néoclassiques définissent alors la richesse comme la somme de ce qu'ils appellent le capital économique, le capital humain, le capital social et le capital naturel, relevant d'une procédure de calcul analogue. Plus grave, cette analyse ne peut pas prendre en compte le métabolisme au sein des écosystèmes naturels. En isolant chaque élément pour en évaluer le coût, le prix, voire l'utilité, elle ne peut saisir ce qui est le plus important : les interactions qui constituent la trame de la vie, et dont la préservation conditionne sa reproduction et son équilibre.

Le coup d'envoi de cette démarche fut donnée en 1997 par l'étude dirigée par Robert Costanza : les services annuels rendus par la nature étaient évalués entre 16 000 et 54 000 milliards de dollars 1994.⁴ Depuis, les études se sont multipliées. Mais le prix à l'aune duquel, par exemple, la forêt française est évaluée est une catégorie propre à la sphère financière, dont les caractéristiques sont la volatilité et la spéculation, catégorie qui n'existe pas dans la sphère naturelle. Il n'y a donc pas d'unité de mesure qui soit commune à la sphère économique et à la sphère naturelle. L'économie et la nature sont incommensurables.

Aussi, convient-il de renouer avec la distinction d'Aristote, de Smith, Ricardo et Marx entre valeur d'usage et valeur d'échange pour dire que les ressources naturelles sont une richesse, mais sans valeur économique intrinsèque, et que la nature est indispensable à toute production de valeur économique, laquelle ne provient que du travail humain. En bref, la part de richesse qui provient de la nature n'est pas en soi une valeur économique, puisque cette catégorie est sociale et non pas naturelle. Si, pour engager une stratégie de soutenabilité du développement, on attribue un prix à tel ou tel bien naturel, celui-ci aura un statut de prix politique et non économique, fixé à hauteur de la norme écologique que l'on choisit de respecter. La valeur du stock de ressources naturelles est inestimable en termes économiques – c'est-à-dire infinie si celles-ci conditionnent la vie de l'espèce humaine – et, de ce fait, elle ne peut être réduite à une catégorie économique. En revanche, la mesure de la valeur économique créée par l'exploitation de ces ressources est réductible à du travail, mais n'a rien à voir avec une pseudo-valeur économique intrinsèque des ressources. C'est un paradoxe incompréhensible en dehors de l'économie politique et de sa critique marxienne. Sans la nature, l'homme ne peut rien produire, ni en termes physiques, ni en termes de valeur économique. L'activité économique s'insère obligatoirement dans des rapports sociaux et

⁴ R. Costanza (et al.), « The Value of the World's Ecosystem Services and Natural Capital », *Nature*, vol. 387, n° 6630, 15 mai 1997, p. 253-260.

dans une biosphère. On ne peut donc se passer de la nature pour produire collectivement des valeurs d'usage et on ne peut lui substituer indéfiniment des artefacts. Mais ce n'est pas la nature qui produit la valeur, catégorie socio-anthropologique par définition.

La difficulté à transformer la connaissance en capital

D'un autre côté, la révolution des techniques d'information et de communication intègre les connaissances comme facteur décisif de la création de richesses. Ainsi prend naissance et se développe un capitalisme qualifié de « cognitif », ou d'« économie de la connaissance », d'« économie de l'information », ou encore d'« économie de l'immatériel », prenant le relais de l'ancien capitalisme fordiste de l'industrie de masse d'après-guerre.⁵ L'évolution serait telle qu'elle conduirait progressivement soit, selon certains auteurs, à éliminer le travail comme source de la valeur, soit, selon d'autres, à englober dans celui-ci tout instant de la vie, et, de toute façon, obligerait à abandonner la loi marxienne de la valeur, dite « valeur-travail », qui aurait connu son apogée à l'époque du fordisme. Désormais, le travail ne produirait plus la valeur qui « se forme principalement dans la circulation »⁶ du capital. La seule issue serait d'accompagner la transformation du capitalisme qui promet à chaque travailleur la possibilité de « se produire soi-même », et simultanément, pour tous ceux que le système met quand même à l'écart, de verser un revenu d'existence au lieu de vouloir un plein emploi définitivement hors d'atteinte et surtout contraire à l'objectif d'émancipation à l'égard du travail.

Mais cette thèse du capitalisme cognitif soulève plusieurs interrogations. La plus importante porte sur la distinction entre richesse et valeur, ou entre valeur d'usage et valeur d'échange. Au fur et à mesure de l'augmentation de la productivité du travail et de la diminution du travail que Marx appelle « vivant » – et pour lui il s'agit d'une « proposition tautologique »⁷ – la valeur d'échange des marchandises régresse elle aussi, conformément à la loi de la valeur. Ainsi, il y a une distanciation de plus en plus grande entre le travail et les richesses créées, c'est-à-dire le travail et les valeurs d'usage, sans que cela signifie une distanciation entre travail et valeur d'échange.

La contradiction nouvelle du capitalisme est de vouloir transformer la connaissance en capital à valoriser. Deux obstacles au moins se dressent devant cette entreprise. Le premier est le caractère difficilement appropriable de la connaissance en elle-même, puisqu'elle naît de l'esprit humain et qu'elle ne peut être ôtée de celui-ci. Seul l'usage de la connaissance est aisément appropriable, et le brevet le frappe alors d'interdit ou le soumet au paiement d'une rente. Hormis ce cas où son usage est restreint par un brevet, la connaissance est donc un bien collectif ou commun par excellence, même au sens où le définissent les économistes néoclassiques : il satisfait aux règles de non-exclusion et de non-rivalité⁸.

Le deuxième obstacle à l'appropriation par le capital des connaissances est le risque que cette appropriation fait courir à leur diffusion et à leur extension. La socialisation de la production et de la transmission des connaissances entre donc en contradiction avec leur appropriation privée. Cette contradiction est au cœur de la crise du capitalisme contemporain, qui éprouve de la difficulté à faire fonctionner le savoir comme capital, c'est-à-dire à en faire

⁵ C. Azaïs, A. Corsani, P. Dieuaide (éd.), *Vers un capitalisme cognitif, Entre mutations du travail et territoires*, L'Harmattan, 2000 ; M. Hardt, A. Negri, *Empire*, Exils Éd., 2000. C. Vercellone (dir.), *Sommes-nous sortis du capitalisme industriel ?*, La Dispute, 2003 ; A. Gorz, *L'immatériel, Connaissance, valeur et capital*, Galilée, 2003.

⁶ Y. Moulier Boutang, *L'abeille et l'économiste*, Carnets Nord, 2010, p. 183.

⁷ K. Marx, *Manuscrits de 1857-1858, Grundrisse*, Éd. sociales, 1980, tome II, p. 322.

⁸ Non-exclusion : par exemple, on ne peut exclure quiconque de l'usage de l'éclairage nocturne des rues ; non-rivalité : l'usage par quelqu'un n'empêche pas celui par un autre.

un objet de profit. Pourtant, il s'y emploie, mais il ne peut pour cela se passer de la force de travail qui « porte » le savoir.

Le statut de la valeur fondée sur le travail

À partir du moment où l'on reconnaît qu'il est possible de décider d'un prix qui échappe à l'obligation de procurer une rentabilité suffisante au capital pour respecter une norme d'une autre nature, on entre dans un registre qui, tout en étant monétaire, devient non marchand. À cet égard, la production de services non marchands, tels que l'éducation et la santé publiques, doit être considérée comme issue d'un travail productif des personnes affectées à ces tâches.⁹ La richesse non marchande n'est donc pas une ponction sur l'activité marchande, elle est un « plus » provenant d'une décision publique d'utiliser, à des fins non lucratives, des forces de travail et des équipements et ressources disponibles. Elle est socialisée à un double titre : par la décision d'utiliser collectivement des capacités productives et par celle de répartir socialement la charge du paiement.

La théorie libérale confond richesse et valeur et tend à réduire toute valeur à celle destinée au capital. D'un côté, la valeur de la production marchande reste gouvernée par le travail nécessaire qui est validé par le marché. Mais, de l'autre, la reconnaissance du caractère productif du travail effectué dans la sphère non marchande participe à la redéfinition de la richesse et de la valeur, indispensable pour endiguer le processus de marchandisation de la société. Ce travail répond à des besoins sociaux hors du champ de la marchandise et contribue au bien-être, cette autre sorte de richesse qui dépasse le cadre de la valeur au sens économique. Et, à ce compte-là, la richesse socialisée n'est pas moins richesse que la richesse privée, au contraire. Le bornage de l'espace de la marchandise rend possible l'élargissement de celui de la gratuité *socialement construite*, c'est-à-dire des activités humaines qui, bien qu'ayant un coût, n'ont pas de prix au sens du marché. Ce bornage permet enfin de préserver les biens naturels et les liens sociaux qui, eux, sont inestimables.

⁹ Voir J.-M. Harribey, « Les vertus oubliées de l'activité non marchande », *Le Monde diplomatique*, novembre 2008, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/non-marchand-diplo.pdf>.